

## DETTES ET INSTITUTIONS FINANCIÈRES INTERNATIONALES

### Introduction

Après 1972, avec le recyclage des pétrodollars par le biais des grandes banques occidentales et autres, l'offre internationale de crédit se met à dépasser la demande. Les taux d'intérêt ont fléchi et les banquiers sont moins exigeants quant à la rentabilité des projets à financer. Le même laxisme prévaut du côté des prêts non commerciaux (aides bilatérales, crédits multilatéraux). Dans les pays bénéficiaires de ces prêts, les emprunts sont utilisés à d'autres fins que celles prévues quand ils ne sont pas détournés. Résultat: des dettes souvent colossales et peu d'investissement au Sud. Au début des années 1980, le second choc pétrolier aggrave la situation économique de nombreux pays : aux Philippines, au Mexique, au Ghana, au Pérou, etc., des pays qui consacraient au-delà de 25 % de leurs recettes d'exportation au service de la dette publique, un seuil critique est atteint. De leur côté, pour combattre l'inflation, les banques centrales des pays industrialisés ont relevé les taux d'intérêt. Coincés entre des dettes souvent improductives et des revenus d'exportation stagnants du fait de la baisse des cours mondiaux, des pays du Sud n'ont bientôt plus d'autres choix que de faire appel à un implacable prêteur de dernier recours: le Fonds monétaire international. L'heure des programmes d'ajustement structurel (PAS) a sonné.<sup>1</sup>

### 1985

Extrait ci-après: AQOCI, 2006. La coopération internationale canadienne depuis 1985 - Tendances et perspectives, p.17.

*« En somme, les deux grandes institutions financières que sont le FMI et la Banque*

*mondiale dominant la scène du développement international depuis 1985, Leurs décisions ont eu énormément d'impact sur les programmes d'aide du Canada et ceux de la plupart des autres pays pourvoyeurs d'APD ».*

### 1987 : Colloque international sur la dette

Le CISO organise à Montréal une conférence internationale sur le thème « La dette extérieure de l'Amérique latine » à laquelle assistent plus de 200 personnes. Il s'agit d'une première activité de formation et d'échanges au Québec sur ce thème.<sup>2</sup>



Source photo : Inter-Mondes 1998, vol. 3, no. 6.

### 1987: Rencontre avec des invités d'Amérique latine sur la question de la dette

En juin, l'AQOCI organise une causerie avec des invités d'Amérique latine sur le thème « Le non-paiement de la dette : solution pour les pays du tiers-monde, menace pour les nôtres? » L'activité

attire plus de 50 personnes et est organisée avec l'aide du CISO.

### **1987: Le Canada fait de l'ajustement structurel l'une des six priorités de son programme d'aide au développement**

*Extrait ci-après: AQOCI, 2006. La coopération internationale canadienne depuis 1985 - Tendances et perspectives, p. 17.*

*Dès 1987, le gouvernement canadien retenait l'« ajustement structurel des économies » comme l'une des six priorités de son programme d'aide au développement, croyant que cette option était la seule manière de « venir à bout des problèmes de la dette et de la réduction des recettes d'exportation », mais aussi la voie royale pour « améliorer la gestion des économies » (Partageons notre avenir). Les projets de soutien à la balance des paiements évoqués en 2.3 furent en quelque sorte annonciateurs de la nouvelle priorité de l'aide canadienne. Le retour de Marcel Massé aux commandes de l'ACDI en 1989 après cinq années à Washington comme délégué canadien au FMI conformait le virage. Lorsque l'ACDI a recentré sa mission autour du « développement durable » en 1991, il allait de soi pour elle que l'ajustement structurel en était un élément essentiel. Comme l'noté un rapport de l'OCDE (CAD 1994: 38), le Canada a « contribué à donner l'ajustement structurel "un visage humain " ( ) en fournissant en parallèle une aide conçue pour atténuer les conséquences sociales de ces programmes » (cité par Boulanger 2003: 16).*



Source : Inter-Mondes 1987, vol. 2, no 9.

### **1988:**

Lors de son assemblée générale de juin 1988, l'AQOCI reçoit le mandat de faire de la dette extérieure des pays du Sud son thème principal pour l'année 1988-89.

### **1988-89: Publication d'un numéro spécial d'Inter-Mondes sur la dette**

L'AQOCI publie un numéro spécial d'Inter-Mondes intitulé « Sortir de l'impasse par de nouvelles solidarités ». 2000 copies sont produites et le numéro est très bien accueilli.<sup>3</sup>

### **1989: Journée d'étude sur la dette**

Le 30 mars, l'AQOCI organise une journée d'étude sur la question de la dette, avec la participation d'une quarantaine de membres.<sup>4</sup>

### **1989: Tournée du CISO sur la dette en Amérique latine**

Le CISO organise une tournée d'information au Québec avec José Domingo Cardoso, de la Centrale unique des travailleurs (CUT) du Brésil, du 26 mai au 11 juin. Cardoso soutient alors qu'il faut « populariser » le thème de la dette.<sup>5</sup>

### **1990: Colloque sur la dette**

L'AQOCI et le CISO participent à l'organisation d'un colloque sur la dette du 25 au 27 mai 1990.



Dépliant du colloque sur la dette en octobre 1990\_Crédit: AQOCI

### 1994 : Campagne « 50 ans, ça suffit! »

Au Québec, AfriQuébec mène la campagne. 18 000 cartes « triste anniversaire » sont envoyées aux présidents de la Banque mondiale et du FMI et des milliers de lettres sont adressées au gouvernement canadien pour demander un changement aux orientations du Canada à l'égard du FMI et de la Banque mondiale.

### 2000 à 2003: Campagne « Le monde n'est pas à vendre »

Développement et Paix lance une campagne triennale remettant en cause les institutions financières internationales qui exercent un contrôle sur les pays du Sud. Un des enjeux concerne le brevetage des semences et son impact sur la petite agriculture.

### 2005: Effacement de la dette pour certains pays

Extrait ci-après: AQOCI, 2006. La coopération internationale canadienne

### depuis 1985 - Tendances et perspectives, p. 19.

Après avoir longtemps résisté à envisager une telle éventualité, les ministres des Finances du G8 réunis en juillet 2005 à Gleneagles (Royaume-Uni) ont annoncé, sous la pression des organisations d'une société civile désormais mondialisée, l'effacement pur et simple d'une partie des sommes dues par les pays pauvres au FMI, à la Banque mondiale et à la Banque africaine de développement. Ces pays riches se sont également engagés à contribuer au renforcement des caisses de ces institutions. L'envergure des dettes effacées pourra dépasser les 40 MM \$ US. Les pays appelés à bénéficier de cette mesure sont avant tout 18 pays pauvres très endettés (PPTE) ayant satisfait aux conditions fixées pour d'autres initiatives d'allègement de la dette ; une vingtaine d'autres PPTE pourraient s'ajouter.<sup>23</sup>

L'impact réel de cette initiative reste à démontrer, compte tenu notamment des conditions d'admissibilité. De plus, selon le mouvement Jubilé 2000, le geste sera loin de régler le problème dans la mesure où la dette globale des 52 pays les plus pauvres et les plus endettés de la planète dépasse les 325 MM \$ US, incluant plus de 93 MM de dettes multilatérales non annulables.

### *L'origine de la crise de la dette*

L'entrée des pays du Sud dans le cercle vicieux de la dette se fait en plusieurs étapes, au gré des grands événements qui ont marqué l'histoire des pays occidentaux. En effet, les origines de la question de la dette remontent aux années 60, au moment où les pays européens, submergés par les devises issues du plan Marshall, les *eurodollars*, décident d'écouler leurs liquidités dans leurs anciennes colonies. Pour cela, ils proposent à de nombreux pays des prêts à des taux d'intérêts très faibles, sans tenir compte de leur solvabilité. Puis dans cette même logique, après le choc pétrolier de 1973, les banques occidentales, disposant d'une énorme réserve de *pétrodollars*, encouragent de nombreux pays d'Amérique latine et d'Afrique à contracter des dettes à des taux avantageux. Enfin, dans le cadre de leur politique d'endiguement du communisme, les États-Unis, par le truchement de la Banque Mondiale dont ils ont le contrôle, accordent des prêts aux pays du Sud en échange de leur allégeance au bloc occidental.

### *Les programmes d'ajustement structurel comme "solution" à la crise de la dette*

À la fin des années 70 et au début des années 80, afin de relancer leur économie, les États-Unis modifient radicalement les règles qui régissaient les prêts depuis la fin de la Deuxième Guerre Mondiale. Les taux d'intérêts augmentent considérablement, passant

de 4-6% à 16-18%, voire plus. Parallèlement à ce changement, les pays du Sud doivent faire face à la chute des cours des matières premières sur le marché international. En d'autres termes, c'est au moment où les pays du Sud ont le plus besoin de devises pour honorer leurs dettes qu'ils en obtiennent le moins ! Cette combinaison de facteurs provoque la crise de la dette des années 1980, considérées comme la décennie perdue du développement. De nombreux pays doivent cesser de payer une dette qui s'est multipliée par 12 et qu'ils n'ont plus les moyens d'honorer.

Cette nouvelle donne fait émerger le Fonds Monétaire International (FMI) et la Banque Mondiale comme des acteurs incontournables, détenteurs de la solution miracle. Celle-ci prend la forme d'un ensemble de mesures découlant de qu'on appelle le « Consensus de Washington ». Il s'agit d'une liste de dix orientations économiques élaborées par le FMI, la Banque Mondiale et le trésor américain et présentées comme le plan de relance universel, susceptible de sortir tous les pays endettés de la crise voire du sous-développement. Parmi ces directives, trois sont systématiquement mises en place dans les pays endettés assujettis aux diktats des institutions financières internationales. Il s'agit de la discipline fiscale et budgétaire, de la libéralisation du commerce intérieur et de la privatisation des entreprises publiques. Les pays endettés sont obligés de s'engager à respecter un Plan d'Ajustement Structurel (PAS) afin d'obtenir de nouveaux prêts.



Le Devoir\_2003\_Crédit: AQOCI

L'application des PAS rend les pays pauvres encore plus pauvres et encore plus endettés : "La dette des pays du Tiers Monde est passée de 9 milliards en 1955, à 572 milliards en 1980, puis à 1 800 milliards en 1994. Ces pays remboursaient au titre du service de la dette, au milieu des années 1990, une somme se situant autour de 200 milliards de dollars annuellement" [1]. C'est pour dénoncer la dette et les programmes d'ajustement structurels visant à faciliter leur remboursement que de nombreuses organisations de la société civile du monde occidental en général et du Canada en particulier lancent à la fin des années 1990 une importante mobilisation en faveur de l'annulation de la dette, appelée Campagne du Jubilé.



Les programmes d'ajustement structurel ont pour effet un retour forcé des femmes à leur rôle traditionnel, qui les empêche de participer à la vie publique où les décisions qui les concernent sont prises.

Source : Inter-Mondes 1992, vol. 6, no 2.





Guy Lafleur\_AQOCI

Une organisation membre de l'AQOCI, Développement et Paix, consacre des efforts considérables à cette campagne, avec les moments forts suivants :

- AVRIL 1996 : Après plusieurs études internes, la Banque mondiale et le FMI rendent publique leur Initiative en faveur des PPTTE. Ce mécanisme de réduction de la dette multilatérale prétend diminuer le fardeau de la dette des pays à faible revenu.
- SEPTEMBRE 1998 : Développement et Paix lance une vaste campagne invitant les Canadiennes et Canadiens à signer une pétition en faveur de l'annulation de la dette des 51 pays les plus pauvres.
- AUTOMNE 1998 HIVER 1999 : Développement et Paix réalise des séances de formation et de sensibilisation auprès de ses membres et auprès du public, afin de les sensibiliser à la problématique de la dette des pays du Sud et de les inviter à signer une pétition pour l'annulation de la dette des pays les plus pauvres.
- AVRIL 1999 : Développement et Paix termine sa campagne de sensibilisation du public canadien et récolte les exemplaires de la pétition signés au cours de l'année.
- MAI 1999 : Développement et Paix et l'Initiative œcuménique canadienne pour le Jubilé remettent au gouvernement du Canada plus de 650

000 pétitions demandant l'annulation de la dette d'une cinquantaine de pays parmi les plus pauvres de la planète.

- JUIN 1999 : Les pétitions recueillies par Développement et Paix ainsi que par les membres de l'Initiative œcuménique canadienne pour le Jubilé sont déposées lors du sommet du G-8, à Cologne, en Allemagne. Plus de 17 millions de pétitions sont alors remises aux dirigeants des pays membres du G-8, dont les 650 000 qui proviennent du Canada.

- AUTOMNE 1999 : Pressés par les 17 millions de signataires, les pays riches du G-8 acceptent d'alléger de 100 milliards la dette des 51 pays les plus pauvres de la planète. Cependant, par rapport à l'ensemble des revendications de la Campagne du Jubilé 2000, cet allègement ne représente que 22 % de la demande initiale.

Pour en savoir plus :

- [https://crises.ugam.ca/upload/files/publications/mouvements\\_sociaux/CRISES\\_MS0701.pdf](https://crises.ugam.ca/upload/files/publications/mouvements_sociaux/CRISES_MS0701.pdf)
- <http://www.dette2000.org/data/File/DetteOdieuse.pdf>
- Plateforme Dette & Développement : [www.dette2000.org](http://www.dette2000.org)
- Eurodad : [www.eurodad.org](http://www.eurodad.org)
- Comité pour l'annulation de la dette du Tiers-Monde: [www.cadtm.org](http://www.cadtm.org) > CISDL (en anglais) : [www.cisdl.org](http://www.cisdl.org)
- Jubilé Sud : [www.jubileesouth.org](http://www.jubileesouth.org) [2]

[1]Éric Chastenay (2007). « L'annulation de la dette des pays les plus pauvres de la planète : la lutte de Développement et Paix pour le Jubilé 2000

[https://crises.uqam.ca/upload/files/publications/mouvements-sociaux/CRISES\\_MS0701.pdf](https://crises.uqam.ca/upload/files/publications/mouvements-sociaux/CRISES_MS0701.pdf)

[2] Cette chronologie a été élaborée par Éric Chastenay dans l'article sus-mentionné.

---

<sup>1</sup> Extrait tiré de : AQOCI. 2006. « La coopération internationale canadienne depuis 1985 - Tendances et perspectives », p. 12.

<sup>2</sup> Inter-Mondes 1987, vol. 2, no 9, 2

<sup>3</sup> Rapport annuel AQOCI 1988-89, 14

<sup>4</sup> Rapport annuel AQOCI 1988-89, 14

<sup>5</sup> Inter-Mondes 1989, vol. 4, no 8, 4